

Cote du document:	EB 2010/99/R.19
Point de l'ordre du jour:	10 b) iii)
Date:	10 mars 2010
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République de l'Ouganda pour le**

### **Projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session  
Rome, 21-22 avril 2010

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux membres du Conseil d'administration**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

### **Marian Bradley**

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 065459 2326

courriel: [m.bradley@ifad.org](mailto:m.bradley@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>v</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

KOPGT	Kalangala Oil Palm Growers Trust
OPUL	Oil Palm Uganda Limited
OSSUP	Plateforme des parties prenantes au sous-secteur des oléagineux
UGP	unité de gestion de projet

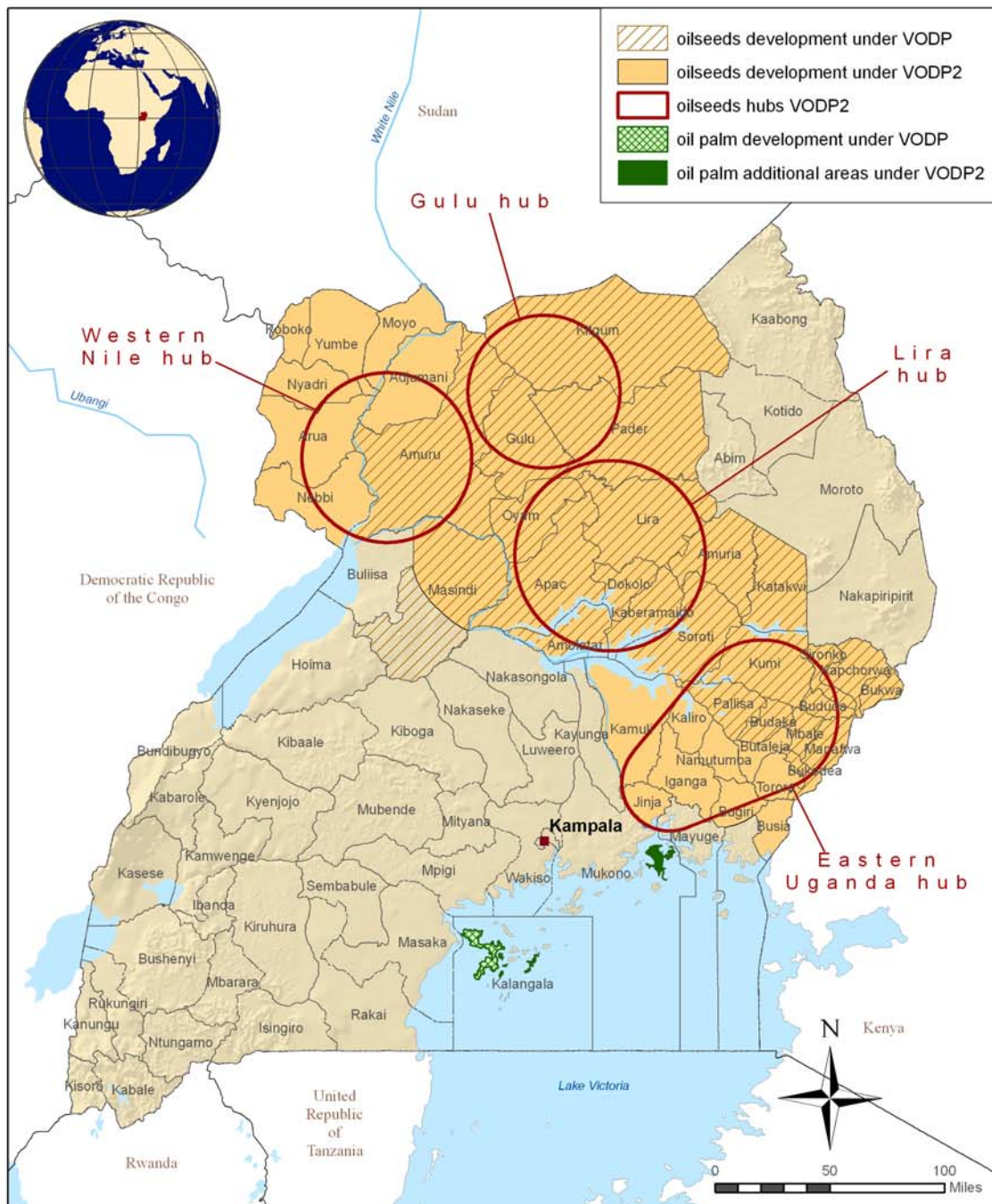
## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Ouganda pour le projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

# Carte de la zone du projet

## The Republic of Uganda

### Vegetable Oil Development Project 2 - VODP2



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République de l'Ouganda

### Projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République de l'Ouganda
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
<b>Coût total du projet:</b>	147,23 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	33,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 52 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA</b>	Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
<b>Cofinanceurs:</b>	Oil Palm Uganda Limited (OPUL) Kalangala Oil Palm Growers Trust (KOPGT)
<b>Montant du cofinancement:</b>	OPUL: 70,38 millions d'USD KOPGT: 5,48 millions d'USD  Pour la Plateforme des parties prenantes au sous-secteur des plantes oléagineuses (OSSUP):  Don de l'Agence néerlandaise de développement international (SNV): 0,34 million d'USD  Don du FIDA: 1 million d'USD (recommandation à soumettre au Conseil d'administration en septembre 2010)
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	14,14 millions d'USD
<b>Contribution du bénéficiaire:</b>	3,90 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA





# Proposition de prêt à la République de l'Ouganda pour le projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2

## I. Le projet

### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le FIDA a approuvé le projet de développement de la production d'huile végétale en avril 1997 afin d'aider l'Ouganda à accroître sa production d'huile végétale. Le projet a encouragé la culture d'oléagineux (principalement du tournesol) par de petits exploitants et l'introduction du palmier à huile en collaboration avec un opérateur du secteur privé.<sup>1</sup> L'évaluation intérimaire du FIDA a estimé que le projet avait été modérément satisfaisant et qu'il avait atteint ses objectifs de développement.
2. La consommation moyenne de matières grasses alimentaires par habitant en Ouganda, qui est de 5,6 kg/an/personne en 2008, représente environ un quart de la moyenne mondiale. La croissance démographique et la hausse des revenus continueront d'entretenir un taux de croissance annuel de 9% pour la demande d'huile végétale dans l'avenir prévisible, et des investissements substantiels ont été réalisés par le secteur privé en vue de renforcer les capacités nationales de broyage. La deuxième phase augmentera le volume de matériau à triturer produit par les petits exploitants et consolidera les liens directs avec les transformateurs afin de garantir la fourniture d'huile végétale et de dérivés aux consommateurs ougandais.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Ouganda un prêt d'un montant de 33,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 52 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du projet de développement de la production d'huile végétale – Phase 2. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Le Fonds octroiera par ailleurs un don de 1 million d'USD à l'Agence néerlandaise de développement international (SNV) afin que celle-ci puisse poursuivre ses travaux en faveur de la Plateforme des parties prenantes au sous-secteur des oléagineux (OSSUP), qui est chargée de la coordination du sous-secteur.

#### Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour l'Ouganda au titre du SAFP est de 66 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2010-2012).

#### Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

5. Aucun plafond de dépenses n'a été imposé au projet, qui est considéré comme une priorité par le Ministère des finances, de la planification et du développement économique. Le gouvernement entend adopter une approche similaire pour la deuxième phase.

#### Corrélation avec les approches nationales sectorielles

6. Le projet proposé fait partie intégrante de la stratégie de développement et du plan d'investissement du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Il appuie pleinement l'accent mis par le gouvernement sur la promotion de la modernisation de l'agriculture et des partenariats public-privé en faveur de la croissance économique.

<sup>1</sup> Voir le document EB 2009/96/R.19 – Mémoire du Président – Projet de développement de la production d'huile végétale – Modification de l'accord de prêt.

### **Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État**

7. À la fin de 2005, la dette extérieure s'établissait à 4,3 milliards d'USD, dont 93% en faveur d'institutions financières internationales multilatérales. Au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, l'encours total de la dette internationale a été réduit à 1,1 milliard d'USD en 2006. La dette extérieure totale était de 1,78 milliard d'USD au 31 décembre 2008. L'Ouganda rembourse régulièrement ses prêts et l'on peut raisonnablement penser qu'il continuera de le faire.

### **Flux de fonds**

8. Les fonds seront déposés sur deux comptes ouverts à cet effet auprès de la Banque d'Ouganda. Le premier financera toutes les catégories de dépenses du prêt, à l'exception du développement de la culture du palmier à huile par les petits exploitants, et sera géré par l'unité de gestion de projet (UGP). Le second sera consacré au développement de la culture du palmier à huile par les petits exploitants et sera initialement géré par l'UGP, avant d'être confié au Kalangala Oil Palm Growers Trust (KOPGT) au plus tard en juillet 2014.

### **Modalités de supervision**

9. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

10. Aucune dérogation n'est prévue.

### **Gouvernance**

11. Pour garantir la transparence de la gestion financière, le FIDA encourage l'utilisation de systèmes informatisés de comptabilité et la formation en gestion financière. Le KOPGT aura pour tâche d'administrer le compte ouvert pour les fonds mis à sa disposition. Le partenariat avec l'opérateur privé, Oil Palm Uganda Limited (OPUL), fait appel à trois mécanismes de gouvernance: i) une commission spécialisée chargée d'examiner les frais de service afin de valider le prix payé par les agriculteurs; ii) le comité du système de gestion de l'impact, pour contrôler la conformité avec les mesures d'atténuation en faveur de l'environnement mises en place par l'organisme national de gestion de l'environnement; et iii) le comité de fixation des prix, qui avalise le prix payé aux agriculteurs pour leurs régimes de fruits frais (du palmier à huile), lequel est lié au cours mondial de l'huile de palme brute.

## **C. Groupe cible et participation**

### **Groupe cible**

12. Quelque 3 000 petits exploitants bénéficieront directement du développement de la culture du palmier à huile et 136 000 ménages profiteront du développement de la production des oléagineux.

### **Méthode de ciblage**

13. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, l'une des principales mesures de ciblage consistera à fournir des services de vulgarisation à environ 6 000 groupes d'agriculteurs. Les autres activités d'appui à la filière comprendront une sensibilisation au VIH/sida et à l'égalité hommes-femmes, ainsi que des mesures d'insertion sociale axées sur les femmes et les jeunes. Des mécanismes de ciblage spécifiques ont également été mis au point.

### **Participation**

14. Les cultivateurs de plantes oléagineuses participeront à des groupes qui seront les points de contact pour la vulgarisation et les conseils techniques fournis par les opérateurs privés sous contrat. Les producteurs de palmier à huile, quant à eux, participent à leurs propres associations d'agriculteurs et au KOPGT. Des mesures spéciales sont prévues pour inclure les femmes et les jeunes dans les deux groupes.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

15. L'objectif de développement clé consiste à accroître la production nationale d'huile végétale et de ses sous-produits, de manière à augmenter les revenus ruraux des petits producteurs et à assurer la fourniture de produits à base d'huile végétale à un prix abordable aux consommateurs ougandais. Le projet y parviendra en aidant les agriculteurs à accroître leur production de matériau à triturer (palmiers à huile et oléagineux) et à nouer des relations commerciales qui les mettront en contact direct avec les transformateurs.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

16. Le projet appuiera l'adoption par les agriculteurs de techniques modernes de récolte des oléagineux (l'accent étant mis sur le soja) et établira des liens directs entre les transformateurs et les groupes de producteurs. S'agissant du palmier à huile, le KOPGT parviendra à s'autofinancer dans les cinq ans et sera l'institution chargée de promouvoir le développement de sa culture en Ouganda. L'OSSUP continuera de coordonner le sous-secteur et les transformateurs seront encouragés à y adhérer.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

17. Le projet favorisera la transformation après récolte pour une meilleure intégration aux marchés, comme indiqué dans le document d'options stratégiques pour le pays élaboré en 2004. Conformément au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, il renforcera les capacités d'organisation des pauvres, développera le capital humain et social et appuiera les activités économiques. Cette deuxième phase financera les activités menées dans la partie septentrionale de l'Ouganda, touchée par le conflit, ce qui correspond à la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement. Dans le cadre du premier projet, le Fonds a joué un rôle pionnier dans la promotion de partenariats public-privé pour le développement et la lutte contre la pauvreté, conformément à la Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat, qui consiste notamment à associer le secteur privé aux avantages et aux ressources fournis au groupe cible du FIDA.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

18. Du fait qu'elle est axée sur les liens avec le secteur privé, cette deuxième phase s'inscrit dans le droit fil du nouveau plan de développement national, qui fait du secteur privé le principal moteur de la croissance économique. Il est également aligné sur la stratégie de développement et le plan d'investissement du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ainsi que sur les interventions en Ouganda du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, initiatives qui se concentrent l'une et l'autre sur la spécialisation dans les entreprises rentables, l'agriculture comme activité commerciale et l'appui aux partenariats public-privé pour développer l'industrie agroalimentaire et renforcer la compétitivité des produits ougandais sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

19. La première phase a également aidé les groupes de producteurs à cultiver et transformer le tournesol, ce qui a contribué à faire qu'aujourd'hui, les oléagineux sont l'une des neuf cultures stratégiques du pays. Le gouvernement a par ailleurs collaboré avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'Agence danoise de développement international (DANIDA), qui ont directement travaillé avec les groupes de producteurs, y compris ceux concernés par le programme de services nationaux de conseil agricole, et qui ont financé un certain nombre d'activités portant sur la promotion des partenariats public-privé de terrain entre les groupes de producteurs et les transformateurs afin d'accroître la fourniture d'oléagineux à triturer. Le partenariat noué avec l'opérateur privé, dans le cadre du projet de développement de la production d'huile végétale, en vue de promouvoir les

plantations de palmier à huile, a donné lieu à l'un des principaux partenariats public-privé dans le pays.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

20. Le projet comprend trois composantes: i) le développement de la culture du palmier à huile (81%); ii) le développement de la culture des oléagineux (13%); et iii) la gestion du projet (6%).

### **Catégories de dépenses**

21. La ventilation par catégorie de dépenses est la suivante: i) véhicules, équipement et matériaux, 59,5 millions d'USD; ii) achat de terrain par le gouvernement, 8,3 millions d'USD; iii) travaux publics, 29,4 millions d'USD; iv) services de conseil et études, 12,76 millions d'USD; v) formation, 7,56 millions d'USD; vi) développement de la culture du palmier à huile par les petits exploitants, 21,1 millions d'USD; vii) garanties concernant les plantes oléagineuses, 1,55 million d'USD; viii) salaires et indemnités, 3,59 millions d'USD; et ix) frais de fonctionnement, 3,3 millions d'USD.

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

22. Pour le palmier à huile, les principaux partenaires d'exécution seront le partenaire privé OPUL et le fonds financier travaillant avec les parties prenantes, le KOPGT ; pour les oléagineux, il s'agira de l'OSSUP, des prestataires de service de vulgarisation du secteur privé et des instituts nationaux de recherche.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

23. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche aura la responsabilité globale de l'exécution du projet, et l'UGP sera en charge de la gestion au jour le jour. Pour le palmier à huile, OPUL a pour mission le renforcement de la propriété principale et la fourniture à prix coûtant de tous les intrants au KOPGT, qui les livre à son tour aux agriculteurs. OPUL est également responsable de l'achat de toute la production agricole auprès du KOPGT à un prix déterminé sur la base de la formule de prix contenue dans les accords juridiques. Concernant les plantes oléagineuses, l'UGP œuvrera de concert avec l'OSSUP afin de recenser avec les parties prenantes les questions critiques à aborder, de collaborer avec les instituts nationaux de recherche pour produire des souches variétales, d'engager des prestataires de services de vulgarisation et de créer le fonds de garantie des plantes oléagineuses.

### **Rôle de l'assistance technique**

24. Le FIDA fournira une assistance technique dans le cadre de la supervision. L'aide locale en la matière sera recrutée par le biais de procédures nationales.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

25. Au cours de cette deuxième phase du projet un mémorandum d'accord sera signé avec l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) au sujet des travaux de recherche à mener sur les oléagineux et le palmier à huile, et avec les services nationaux de conseil agricole au sujet de la vulgarisation relative aux oléagineux. Un accord de don distinct sera signé avec la SNV pour appuyer l'OSSUP.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

26. Le coût total du projet est de 147,23 millions d'USD sur huit ans. Les sources de financement sont le FIDA (52 millions d'USD, soit 35,3%), OPUL (70,38 millions d'USD, soit 47,8%), le gouvernement (14,14 millions d'USD, soit 9,6%), le KOPGT (5,48 millions d'USD, soit 3,7% et les agriculteurs (3,90 millions d'USD, soit 2,6%). La SNV continuera de financer la plateforme OSSUP et devrait débloquer 0,34 million d'USD au profit de l'assistance technique (0,3%); le FIDA octroiera un don de 1 million d'USD (0,7%) à la SNV. En dehors de l'évaluation des coûts du projet, il

faut aussi compter avec la contribution des Services d'infrastructure de Kalangala, financés par InfraCo, au profit d'un futur service de bac.

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

27. Quelque 3 000 ménages ruraux seront arrachés à la pauvreté grâce aux investissements dans le palmier à huile, et environ 136 000 foyers devraient bénéficier d'une hausse de leurs revenus monétaires grâce à la culture des oléagineux. Les consommateurs devraient quant à eux bénéficier d'un accès accru aux matières grasses alimentaires et au savon, tandis que les aliments pour animaux, produit dérivé, apporteront des avantages secondaires.

### **Viabilité économique et financière**

28. L'analyse économique entreprise au niveau du petit producteur primaire avant l'ajout de valeur par les transformateurs indique un impact économique très positif, avec un taux de rentabilité économique global compris entre 19 et 25%.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

29. Grâce à ses investissements dans la gestion de l'information et des savoirs par l'intermédiaire du web, cette deuxième phase facilitera un flux d'information multidirectionnel sur le développement de la production d'huile végétale comme instrument de commercialisation et de réduction de la pauvreté rurale. On prêter une attention particulière à la mise en place d'un réseau efficace avec les autres programmes appuyés par le FIDA qui traitent de la commercialisation en milieu rural, du développement des chaînes de valeur ou encore des liens avec les marchés – dans des pays tels que le Malawi, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie, qui font partie de la Communauté d'Afrique de l'Est et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

### **Innovations en matière de développement**

30. Le projet, qui est le seul grand partenariat public-privé du portefeuille du FIDA, a prouvé qu'il était possible d'encourager des investissements privés en faisant un usage stratégique des fonds du FIDA. Pour les oléagineux, la concentration de l'action de développement sur des zones géographiques limitées permettra de concentrer les ressources afin de stimuler les filières commerciales et l'offre de services. La deuxième phase maintiendra une approche volontariste de la gestion des impacts environnementaux et sociaux.

### **Approche d'élargissement**

31. Cette deuxième phase tient compte des enseignements tirés de la première intervention et élargira ses activités relatives aux oléagineux et au palmier à huile.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

32. Le projet est confronté à deux grands risques: i) un retard du démarrage de l'élaboration du deuxième plan en faveur de la culture du palmier à huile; et ii) des difficultés pour recruter des prestataires de services de vulgarisation du secteur privé dans les zones qui viennent de vivre des troubles civils. Les mesures d'atténuation prévues consistent à entamer l'élaboration du deuxième plan en faveur de la culture du palmier à huile en se fixant de longs délais et, s'agissant de la vulgarisation portant sur les oléagineux dans les endroits les plus reculés, à envisager le recours à du personnel de vulgarisation du district.

### **Classification environnementale**

33. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne risque pas d'avoir d'effet néfaste notable sur

l'environnement. La mise en culture de nouvelles terres avec des plantations de palmier à huile sera précédée d'une évaluation de l'impact environnemental et social.

### **K. Durabilité**

34. Au titre de cette deuxième phase du projet, le KOPGT, à terme, opérera de manière autonome sur les plans financier et technique et ne devrait plus avoir besoin de l'appui du gouvernement. Pour les oléagineux, les liens qui seront tissés entre les agriculteurs et les transformateurs devraient également ne plus nécessiter d'intervention extérieure.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

35. Un accord de financement entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
36. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trente-trois millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (33 500 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Vegetable Oil Development Project, Phase 2 (VODP2)"**

(Negotiations concluded on 16 February 2010)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Vegetable Oil Development Project, Phase 2 (VODP2) (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of Uganda (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

1. The amount of the Loan is thirty-three million five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 33 500 000).

2. The Loan is granted on highly concessional terms as provided for in Section 5.01(a) of the General Conditions.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 June and 1 December, commencing on 1 June 2020.

6. The Borrower shall provide counterpart financing to the Project for the amount of approximately fifteen million United States Dollars (15 000 000 USD).

### Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries (MAAIF).
2. The following are designated as additional Project Parties:
  - (a) Oilseed development: The National Semi-arid Resources Research Institute (NaSARRI), The National Crops Resources Research Institute (NaCRRI) and The Uganda National Bureau of Standards (UNBS); and
  - (b) Oil palm development: The Coffee Research Centre (COREC), Oil Palm Uganda Limited (OPUL), the Kalangala Oil Palm Growers Trust (KOPGT) and any other similar or successor organisation(s) formed for providing technical backstopping and/or financing for smallholder oil palm development.
3. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### Section D

The Loan shall be administered and the Project supervised by the Fund.

### Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (a) The Project Manager for the Project Management Unit (PMU) and the Financial Controller, both acceptable to the Fund, shall have been appointed;
  - (b) MAAIF shall have constituted a Contracts Committee and shall have delegated authority to it to undertake procurement review and selection; and
  - (c) Draft guidelines for oilseeds and oil palm development and a Project operations and financial management manual shall have been submitted to the Fund.
2. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the appointment or removal of the Project Manager and Financial Controller of the PMU without prior consultation and acceptance by the Fund.
3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Ministry of Finance, Planning  
and Economic Development  
Plot2/12 Apollo Kaggwa Road  
P.O. Box 8147  
Kampala  
Uganda  
Fax Number: +(25641) 230163



This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

\_\_\_\_\_  
For the Fund  
(Name and Title)

\_\_\_\_\_  
For the Borrower  
(Name and Title)

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

VODP2 builds upon the work of its predecessor Project, the Vegetable Oil Development Project (VODP), under which IFAD financed smallholder oil palm development and extension for smallholder oilseeds farmers.

##### 1. *Project Objectives.*

The overall goal is to contribute to sustainable poverty reduction in the Project area. The development objective is to increase the domestic production of vegetable oil and its by-products, thus raising rural incomes for smallholder producers and ensuring the supply of affordable vegetable oil products to Ugandan consumers and neighbouring regional markets. The Project shall achieve this by supporting farmers to increase their production of crushing material (both oil palm and oilseeds) and helping them to establish commercial relations by linking them to processors.

##### 2. *Project Area.*

- (a) Oil palm development shall take place in Kalangala District on Bugala Island and four outlying islands (Bukasa, Funve, Bubembe and Bunyama); on Buvuma Island and adjacent areas on the mainland; and any other new areas which may be identified on the basis of research trials and rainfall data; and
- (b) Oilseeds development shall be focused around the four hubs in the following districts:
  - (i) *Lira hub*: covering the districts of Lira, Apac, Dokolo, Oyam, Masindi, Soroti, Kaberamaido, Amuria, Serere, Katakwi and Amolatar;
  - (ii) *Eastern Uganda hub*: covering the districts of Mbale, Bududa, Budaka, Bukedea, Bukwo, Kapchorwa, Kamuli, Kumi, Manafwa, Pallisa, Sironko, Bugiri, Busia, Tororo, Butaleja, Iganga, Jinja, Namutumba and Kaliro;
  - (iii) *Gulu hub*: covering the districts of Gulu, Kitgum, Amuru, Adjumani and Pader; and
  - (iv) *West Nile hub*: covering the districts of Arua, Koboko, Moyo, Nebbi, Nyadri, Yumbe, Terego and Maracha.

##### 3. *Target Population.*

- (a) Oil palm development: The primary target group is 3000 new smallholder farmers, along with inclusive measures for women and youth. The indirect beneficiaries shall include workers on the nucleus estate and labourers on smallholder plots; and
- (b) Oilseeds development: The target group is 136 000 smallholder households already cultivating, or wishing to cultivate oilseeds crops (sunflower, soybeans, groundnuts and sesame), along with inclusive measures for women farmers and youth.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:
- (a) Oil palm development:
    - (i) Consolidation and expansion of oil palm in Kalangala District: through development of an additional 2 000 ha of smallholder plantations and ferry transport to outlying islands, thus bringing the smallholder total to 4 700 ha. Measures shall be developed to ensure the autonomy and financial sustainability of KOPGT;
    - (ii) Replication of the Bugala Island nucleus estate-smallholder model of 10 000 ha on Buvuma Island, with 6 500 ha developed by OPUL and 3 500 ha developed by smallholders, including the establishment of a smallholder oil palm growers trust; and
    - (iii) Identification of new areas for oil palm development, on the basis of successful oil palm trials carried out by COREC and confirmed rainfall data.
  - (b) Oilseeds development:
    - (i) Support to the NaSARRI and NaCCRI for breeding of improved seed varieties with industry demanded characteristics; and to NSCS for quality control;
    - (ii) Extension support for a total of about 5 900 farmer groups through annual contracting for oilseed specific extension from the private sector; and
    - (iii) Establishment of a guarantee fund for financial institutions to mitigate the lending risk associated with rainfall variability, and support to UNBS for food safety standards.

## **II. Implementation Arrangements**

### **A. GENERAL**

1. A PMU shall be established by MAAIF and among its responsibilities shall be the following:
  - (a) Continuation of its intermediation role on behalf of the Borrower with the private sector (OPUL and KOPGT) to promote smallholder oil palm development;
  - (b) Assume a dynamic role in the Oilseed Sub-sector Stakeholder Platform (OSSUP) for the coordination and linking with stakeholders and donors in the oilseeds sub-sector, and bring oil palm stakeholders into the platform;
  - (c) Continuation of its managerial/supervisory role for the use of IFAD funds provided to KOPGT for financing smallholder oil palm development, or any successor organisation, and for the guarantee fund provided to the agreed upon financial institution(s) to mitigate weather-related risks for lending associated with oilseeds development; and
  - (d) The procurement of civil works, goods and services (including extension) in a timely fashion, and prompt payment.
2. The Project Steering Committee (PSC) shall have responsibility for providing overall guidance for Project activities, and shall be composed and operate as follows: the

PSC shall be chaired by MAAIF, and shall have as members representatives from the National Agricultural Research Organisation (NARO), the Ministry of Finance, Planning and Economic Development (MFPED), OPUL, large scale oilseeds millers, OSSUP, as well as representatives from two farmer organisations such as Uganda National Farmers Federation (UNFFE) and the Uganda Oil Seed Producers and Processors Association (UOSPA). The PMU shall be the Secretariat for the PSC. The PSC shall meet quarterly to review all Project reports and Annual Work Plans and Budgets.

## **B. LEGAL AGREEMENTS**

1. All oil palm activities financed under VODP2 shall be implemented in line with the existing framework agreed to under VODP and provided for by the Agreement between the Government of Uganda and Bidco for the development of oil palm industry, signed in Uganda in April 2003, and the Tri-partite Agreement between the Government of Uganda, Oil Palm Uganda Limited and the Registered Trustees of Kalangala Oil Palm Growers Trust for governing relations among the entities, signed on the 28<sup>th</sup> April 2006, ("the Tri-partite Agreement") as these may be amended from time to time.
2. VODP2 shall conclude a Memorandum of Understanding (MOU) with NARO relative to the research work to be carried out for oilseeds and oil palm, as well as two-year rolling MOUs with monitorable outputs with three research institutions (NaCRRRI, NaSARRI, and COREC). VODP2 shall also conclude specific two-year rolling MOUs with NSCS and UNBS.
3. To ensure coordination and avoid duplication at field level for oilseeds development, VODP2 shall conclude an MOU with the National Agricultural Advisory Services Programme (NAADS).
4. A stand-alone IFAD grant shall be provided to Netherlands Development Organisation (SNV) to support the continuation of OSSUP for coordination of the oilseeds industry.

## **C. COMPONENT MANAGEMENT**

1. Oil palm development: The PMU shall work with the district local governments of Kalangala (Bugala and outlying islands) and Buvuma for smallholder oil palm development, as well as other relevant district local governments for any future areas identified for oil palm development.
  - (a) *Consolidation and expansion in Kalangala:* KOPGT and Kalangala District Local Government (KDLG) shall continue to work with farmers for commitment of their land for oil palm development. KOPGT shall continue to provide technical backstopping and financing for maintenance to farmers who have already planted oil palm, and shall start providing financing to new oil palm farmers. KOPGT shall continue to be the intermediary between OPUL and farmers for the supply of inputs and the payment for Fresh Fruit Bunches, and for the provision of cash payments to farmers;
  - (b) *Oil palm development on Buvuma Island:* Following firm commitment from OPUL for the development of the nucleus estate, the PMU and Buvuma District Local Government shall begin formally registering smallholders to participate in oil palm development, and the PMU shall be responsible for establishing an organisation similar to KOPGT for smallholders on Buvuma; and

- (c) *Identification of new areas:* The PMU, working with COREC, shall carry out oil palm planting trials in the areas identified and shall collect rainfall data. The PMU shall also examine the potential and modalities for smallholder-only oil palm development where there is no land for purchase for the establishment of a nucleus estate.
2. The Borrower shall encourage KOPGT to ensure that at least twenty percent (20%) of its staff are women, and that special measures are put in place to enable women and women-headed households to plant oil palm.
3. The Borrower shall submit to the Fund a short-term and long-term medium plan for KOPGT by 31 December 2012 in view of it becoming self-sustaining for its operational costs on Bugala Island by December 2016, and amend the legal framework documents contained in Schedule 1, paragraph B of Section II of this agreement, if required.
4. The Borrower shall ensure that a regular ferry barge service is established within five (5) years after the first plantings of oil palm on the outlying islands to transport the first fresh fruits to the OPUL mill on Bugala Island.
5. In support of oil palm development on Buvuma Island, the Borrower shall upgrade the ferry barge service from the mainland to Buvuma Island.
6. Oilseeds development: VODP2 shall work as needed with local governments in the Project area and shall contract extension services as required in order to establish commercial linkages with smallholder farmers to their input suppliers and processors for the sale of crushing material.
- (a) *Seed Production.* NaSARRI and NaCRRRI shall produce foundation seeds and hybrid parent lines for sale to seed companies for multiplication, which shall be certified by NSCS;
- (b) *Extension for Farmers.* The PMU shall be responsible for the identification of extension themes each year, the preparation of terms of reference for a competitive contracting of private sector and NGOs. The PMU shall ensure that gender, HIV/AIDS and environmental management awareness are mainstreamed in all oilseed extension activities, along with targets for the recruitment of female staff by pay-for-service providers; and
- (c) *Other Value Chain Activities.* The Borrower shall put in place a loan guarantee fund with other partners to cover the weather-related risks to financial institutions when financing from their own resources activities for oilseed farmers and other operators. UNBS shall continue to provide quality control along the value chain for vegetable oil.
7. The PMU shall collaborate with OSSUP and industry stakeholders in order to ensure that farmers have adequate quantities of seed and inputs for the production of oilseed crushing material.
8. In more remote areas where service providers may not yet be willing to compete to provide oilseeds extension, extension services to smallholder oilseed farmers may be provided through district local governments or contracted to NGOs.

**Schedule 2***Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

<b>Category</b>	<b>Amount of the Loan Allocated (Expressed in SDR)</b>	<b>% of Expenditures to be Financed</b>
1. Vehicles and Equipments	4 400 000	100% of total expenditures net of taxes
2. Materials	1 430 000	100% of total expenditures net of taxes or 90% of total expenditures
3. Pontoon Landing sites	820 000	100% of total expenditures net of taxes
4. Other Civil Works	1 310 000	100% of total expenditures net of taxes
5. Smallholder Oil Palm Development	8 030 000	100% of total expenditures net of taxes
6. Oilseed Guarantee Fund	920 000	100% of total expenditures net of taxes
7. Consultancies, Workshops and Training	2 070 000	100% of total expenditures net of taxes
8. Extension Services	6 200 000	100% of total expenditures net of taxes
9. Salaries and Allowances	3 270 000	100% of total expenditures net of taxes
10. Operating Costs	1 980 000	100% of total expenditures net of taxes or 90% of total expenditures
Unallocated	3 070 000	
<b>TOTAL</b>	<b>33 500 000</b>	

(b) Category 5 –Smallholder Oil Palm Development - Expenditures for funding new development on the outlying islands and Buvuma Island shall only be eligible subject to prior approval by the Fund; and

Category 6 - Oilseed Guarantee Fund: expenditures from this category are subject to the Fund's prior approval of its modalities of execution.

### Schedule 3

#### *Special Covenants*

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. The Borrower shall ensure that all activities for preparation for VODP2 from VODP, are completed.
2. No new oil palm development shall be undertaken on the outlying islands or Buvuma Island until Environmental Impact Assessments have been conducted and the National Environmental Management Authority (NEMA) has issued its compliance certificate.
3. The Borrower shall ensure that repayments of loans made by KOPGT on Bugala Island with funds from VODP are re-cycled to finance further loans to new smallholder oil palm growers in Kalangala and other districts in Uganda.
4. Any change to the terms and conditions of the loans provided to smallholder oil palm growers by KOPGT (which are currently defined under the Tri-partite Agreement) shall be subject to prior approval by IFAD.
5. The oil palm plantation development techniques used by KOPGT shall be those used by OPUL and thus compliant with criteria as established by the Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO).
6. The Borrower shall seek prior approval from IFAD for the establishment of island offices by KOPGT and the financing of land development by smallholders on the outlying islands.
7. The Borrower shall ensure that it has formal commitment from OPUL for the development of a nucleus estate on Buvuma Island before disbursing any funding for oil palm plantation development by smallholders on the Island. The Borrower shall enable the registration of the Buvuma Oil Palm Growers Trust (BOPGT) within six months following the formal commitment by OPUL.
8. No funding from VODP2 or KOPGT shall be provided to BOPGT to finance smallholder oil palm development until it has put in place a computerised accounting system for recording the bulk physical inputs received from OPUL and individual recording of loans to farmers for those inputs and their labour.
9. The Borrower shall ensure the import of sufficient quantities of hybrid seed by the private sector for smallholder farmers if NaSARRI and NaCCRI are unable to supply the required amounts.
10. The Borrower shall submit to IFAD for its prior approval the proposed modalities for operating the oilseeds guarantee fund, including the institutional arrangements.
11. *Tax Exemption.* The Borrower shall, to the fullest extent possible, exempt the proceeds of the Loan from all taxes. Any taxes and duties paid by the Project shall be reimbursed by the Borrower.





## Key reference documents

### Country reference documents

- *Nature, Distribution and Evolution of Poverty and Inequality in Uganda, 1999-2002* Uganda Bureau Of Statistics, International Livestock Research Institute, World Bank
- *Independent Evaluation Of Uganda's Poverty Eradication Action Plan (PEAP), Final Synthesis Report, Oxford Policy Management, July 2008*
- *Uganda Human Development Report 2007*, UNDP
- *National Development Plan (2010-14)*, final draft National Planning Authority 4 December 2009,
- *Development Sector Investment Plan (2010-14)*, final draft, MAAIF, October 2009
- *Needs of Identified Farmer categories and differentiated strategies for a plan of action: synthesis report*, PMA Secretariat, MAAIF, May 2009 (financed by an IFAD grant)
- *Gender and Productivity survey: analytical report*, Uganda Bureau of Statistics and Economic Policy Research Center, April 2009

### IFAD reference documents

- *IFAD Strategic Framework 2007-2010*, IFAD
- *Uganda Country Strategic Opportunities Paper*, IFAD Report n° 1607, September 2004
- *Oil Palm Component Review Report*, IFAD Report No 1606, February 2005
- *Financing and Institutional Arrangement for small-scale oil palm grower support*, IFAD, May 2005
- *Potential Areas for Oil Palm Development in Uganda*, IFAD consultant report, April 2008
- *Value Chain Development and Extension Modalities for Oilseeds*, IFAD consultant Report, May 2008
- *Vegetable Oil Development Project, draft Interim Evaluation*, IFAD December 2009
- *Vegetable Oil Development Project, Phase 2, Project Design Report and working Papers*, January 2010
- *Assessment of ferry transport issues on Bugala and outlying Islands, and Buvuma Island, Lake Victoria*, OSK-ShipTech A/S, December 2009

### Other miscellaneous reference documents

- *Agreement between Government of Uganda and Bidco Oil Refineries Ltd for the development of oil palm in Uganda*, 4th April 2003
- *NEMA certificate of approval of EIA*, January 2004, NEMA
- *Tripartite Agreement between Government of Uganda, Oil Palm Uganda Limited and the Registered Trustees of Kalangala Oil Palm Growers Trust for governing the relations among the entities*, 28<sup>th</sup> April 2006
- *January 2006, Weaving the oilseed web: Report of a scoping mission January 20th – January 31st 2006*, SNV
- *Study on the Development of the Value Chain for the Sunflower Industry in Uganda*, Greenwich International (UG) Ltd, October 2007
- *Formative Evaluation of the Agricultural Productivity Enhancement Program (APEP), Final Report*, USAID, December 2007
- *Sunflower Market Research Study in Central Uganda, Draft report*, William Kyamuhangire, PhD. November 2008

## Logical framework (\*denotes a RIMS indicator. All qualified indicators will be gender disaggregated)

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<b>Goal:</b>			
Contribute to sustainable poverty reduction in the project area.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 50% of households with improvements in assets ownership index at project completion*.</li> <li>▪ 20% reduction in the prevalence of child malnutrition, by gender (height/age, weight/age, weight/height)*.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RIMS Baseline, and Completion Surveys.</li> <li>▪ Uganda Bureau of Statistics.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Oilseeds and oil palm continue to be a strategic crop for the Government.</li> </ul>
<b>Development Objective</b>			
Increase the domestic production of vegetable oil and its by-products, thus raising rural incomes for smallholder producers and ensuring the supply of affordable vegetable oil products to Ugandan consumers.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Level of vegetable oil self-sufficiency increased from 30% (2008 baseline) to 75% by project completion (2018).</li> <li>▪ Domestic oilseeds production increased from 70 000 tonnes in 2008 to 150 000 tonnes by 2018.</li> <li>▪ Increased per capita vegetable oil consumption from 5.6 kg/capita in 2008 year to 7.0 kg by 2018.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ UBOS statistics.</li> <li>▪ Household Impact Assessment Survey.</li> <li>▪ Project M&amp;E database.</li> <li>▪ Baseline studies and PCR.</li> <li>▪ FAO food balance sheet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Absence of external and internal economic shocks.</li> <li>▪ Data available from private sector producers.</li> </ul>
<b>1. Outcome: Oil Palm Consolidation and Expansion</b>			
An integrated oil palm industry supplying national markets in compliance with modern environmental standards and providing equitable returns to smallholder producers.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 20 000 ha planted of which 7,000 ha by to smallholders.</li> <li>▪ Crude palm oil annual production increases from 0 tonnes in 2009 to 35 000 tonnes by 2018.</li> <li>▪ All oil palm activities (plantation, mill and refinery) are in compliance with NEMA regulations.</li> <li>▪ Smallholders receiving import parity prices for FFBs and earning incomes of USD 1 500 ha at full development.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ OPUL and KOPGT databases</li> <li>▪ KOPGT reports</li> <li>▪ Project M&amp;E database</li> <li>▪ Reports from the environmental Impact Monitoring System</li> <li>▪ Reports from the Pricing Committee on FFB prices</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Liberal economic policies.</li> <li>▪ OPUL maintains its commitment to oil palm development in Uganda.</li> <li>▪ No drastic price changes in the international vegetable oil market.</li> </ul>
<b>2. Outcome: Development</b>			
Continued up-scaling of Lira to a modern agro-industrial hub for oilseeds and the emergence of Mbale-Jinja, Gulu and Arua as hubs for oilseed providing inputs to farmers and milling, remunerative prices to farmers.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mill capacity utilisation increased from 30% in 2009 to 85% by 2018, with establishment of second solvent plant.</li> <li>▪ Farmers growing oilseeds increased from 55 000 in 2008 to 140 000 by 2018, with net cash earning per ha of US\$350.*</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Production, consumption and import statistics from UBOS</li> <li>▪ UOSPA/UNAFFE/OSSUP statistics</li> <li>▪ VODP2 progress reports</li> <li>▪ Mid-term/project completion reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No disease outbreaks.</li> <li>• Farmers increase production of soybean</li> <li>• Industry coping with 1 in 5 yr extreme weather event</li> </ul>
<b>3. Outcome: Project Management</b>			
Project Management helping farmers to provide growing amounts of crushing material for processing in edible oil and earning better incomes	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ IFAD loan 55% disbursed by 30 June 2015 and 99% by 31 June 2019</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ VODP2 progress reports.</li> <li>▪ IFAD loan disbursement report</li> <li>▪ Audit reports in line with IAS.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ IFAD Financing is available</li> </ul>

